

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 SAINT-ÉTIENNE

Saint-Étienne, le 8 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CA du Puy en Velay

La Pépinière
43000 LE PUY EN VELAY

Références : UID4243-DSSP-022-0210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement CA du Puy en Velay implanté La Pépinière 43000 LE PUY EN VELAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA du Puy en Velay
- La Pépinière 43000 LE PUY EN VELAY
- Code AIOT dans GUN : 0005602326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La décharge de La Pépinière, située sur les communes du Puy-en-Velay et de Cussas-sur-Loire, a été autorisée par arrêté préfectoral du 22 juillet 1965 et a été exploitée jusqu'en 1992. Par arrêté préfectoral du 15 mai 2014, la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay s'est vue prescrire des prescriptions relatives à la réhabilitation et à la période de suivi après couverture des déchets. La couverture finale des déchets a été constatée lors d'une précédente inspection en 2015. La présente inspection a pour objectif d'examiner les mesures mises en place dans le cadre du suivi post-exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi post-exploitation de l'ISDND

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Constitution de la couverture du massif de déchets	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.1.5	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Implantation de piézomètres de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.1.6	/	Lettre de suite préfectorale
Servitudes	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Programme de suivi de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.3	/	Lettre de suite préfectorale
Programme de suivi de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.3	/	Lettre de suite préfectorale
Programme de suivi de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever quelques non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra apporter les actions correctives nécessaires, selon les délais fixés dans le rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Constitution de la couverture du massif de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation et suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : Constitution de la couverture du massif de déchets
<p>Constats : Une précédente inspection effectuée le 02 juillet 2015 avait permis de constater l'achèvement de la mise en place de la couverture finale de l'ISDND, certains justificatifs techniques restant à transmettre.</p> <p>Lors de l'inspection du 19 mai 2022, il a été constaté que l'ensemble du massif de déchets recouvert disposait d'une végétation fournie sur toute sa superficie et il n'a pas été relevé d'anomalies particulières à sa surface. Pour ce qui est des justificatifs techniques, un rapport de contrôle de la perméabilité de la couche d'argile mise en place, réalisé dans le cadre d'une mission de contrôle externe, avait été précédemment transmis. Ce rapport indique que 5 essais de perméabilité ont été effectués et les résultats indiquent des valeurs inférieures à 10-8 m/s, ce qui est conforme avec l'article 8.1.5. Au cours de l'inspection, l'exploitant a également présenté les résultats des planches d'essais réalisés avec le matériau argileux, préalablement à sa mise en place. Il a été demandé à l'exploitant s'il possédait un document justifiant de la bonne épaisseur de la couche de matériaux argileux mise en place, et dans l'affirmative, qu'il transmette ce document.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Implantation de piézomètres de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation et suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : Implantation de piézomètres de surveillance
Constats : L'inspection a permis de constater que le site disposait d'un piézomètre en amont, de deux piézomètres au droit du massif de déchets et deux autres piézomètres implantés vers les deux bassins situés au Nord du site. Certains piézomètres, notamment le piézomètre aval 3, méritent d'être dégagés de la végétation afin d'être plus facilement identifiables (délai : 1 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Servitudes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation et suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : Servitudes
Constats : L'article 8.2.1 demandait que l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique (SUP) à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet n'a pas été proposé. Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre un projet de SUP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Programme de suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation et suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : Entretien du site
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant réalisait certaines opérations d'entretien et de suivi, sans que celles-ci soient toutefois pleinement formalisées et tracées. Il est donc demandé que l'exploitant formalise dans un document toutes les opérations nécessaires au suivi et à l'entretien du site telles que : débroussaillage, entretien des fossés, bassins, caniveaux et de la clôture, contrôle du système de drainage des lixiviats, analyses des effluents aqueux et des eaux souterraines...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Programme de suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation et suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : Résultats de l'autosurveillance
<p>Constats : L'inspection a été l'occasion d'examiner les résultats des analyses effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Il en ressort les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les eaux pluviales de ruissellement internes, la fréquence semestrielle n'est pas respectée et les prélèvements ne sont pas toujours réalisés dans les 2 bassins,- concernant les lixiviats, la fréquence semestrielle n'est pas respectée. Les résultats des années 2017 et 2018 tendent à montrer que les effluents présents dans le bassin contiennent plutôt des eaux météoriques que des lixiviats. En revanche, les résultats de l'année 2019 laissent à penser que des lixiviats étaient présents dans le bassin,- concernant les eaux souterraines, la fréquence annuelle n'est pas respectée et le peu de résultats disponibles concerne principalement le piézomètre amont. Il est ainsi difficile d'avoir des informations sur les eaux souterraines (sens d'écoulement, qualité...) et sur un éventuel impact de l'ISDND sur ces dernières. <p>En conséquence, il est rappelé à l'exploitant que les analyses doivent être effectuées selon les fréquences définies à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2014. Il apparaît également opportun, au regard du peu de résultats concernant les eaux souterraines, que deux campagnes d'analyses soient réalisées en 2022 et 2023. L'exploitant indiquera les dispositions prises à cet effet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Programme de suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation et suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : Suivi des quantités de lixiviats
<p>Constats : L'exploitant a également présenté lors de l'inspection un registre de suivi des quantités de lixiviats pompées dans le bassin. Il en ressort que les quantités de lixiviats pompées ont très nettement diminué entre le début de l'année 2015 et le mois de mars 2017 (dernière date d'enlèvement figurant dans le registre). L'exploitant a indiqué qu'il y avait eu un autre pompage du bassin en novembre 2019 mais il n'apparaît pas sur le registre. Il est donc demandé que l'exploitant complète son registre.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté lors de l'inspection que le bassin des lixiviats était à un niveau pour lequel un pompage apparaît opportun. Préalablement à ce pompage, il conviendra que l'exploitant effectue une analyse des effluents contenus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale